



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 15 et 16 Décembre 2016

Intervention de Jeanne BEAULIER

Rapport N° 16.05.02 – Carte des Formations

Monsieur le Président, chers collègues,

Vous le rappelez dès l'introduction du rapport, le rôle de la région s'est accru en matière de formation professionnelle initiale.

La formation professionnelle qu'elle soit initiale ou tout au long de la vie vise le même objectif à savoir « répondre aux enjeux de l'économie régionale et anticiper les métiers de demain ». La carte des formations professionnelles initiales a donc évolué en fonction des « métiers d'avenir ou en tension ».

De plus, l'élaboration d'outils stratégiques régionaux tels que le SRDEII (Schéma régional de développement économique, innovation et internationalisation) et le CPRFDFOP (Contrat de Plan Régional de développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle) devraient en théorie poser les jalons d'une meilleure articulation entre l'orientation, la formation professionnelle, le développement économique et l'emploi.

De ce fait, ce qui vaut pour un type de formation professionnelle devrait valoir pour l'autre. Nous devons donc étudier les deux conjointement.

Or, un exemple, probablement parmi tant d'autres, démontre une incohérence de taille entre les intentions sur papier et la réalité des faits.

En effet, en page 12 de l'annexe de ce rapport, nous constatons que les 16 places de la formation « Conseiller à distance » sont supprimées à la demande de l'établissement en raison d'un recrutement d'élèves insuffisant.

Or, à l'inverse, dans le rapport 16.09.20.67 voté en CP du 25 Novembre 2016, des nouveaux crédits pour 42 places supplémentaires ont été affectés pour les formations professionnelles « Se former aux métiers de conseiller ou de superviseur relation client à distance » (45 Loiret INFREP)



I

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

02 38 70 34 40 - 06 29 48 74 01

grpfn@grp.regioncentre.fr

Vous en conviendrez : cela questionne.

Nous pouvons même nous demander, si le fait que la commission Education, apprentissage, formations sanitaires et sociales et la commission Formation professionnelle soient distinctes en région Centre n'est pas intentionnel car l'étude simultanée des deux permettraient probablement une mise en lumière plus aisée de nombreux exemples de ce genre.

La manne financière de 32 milliards par an de la formation professionnelle attire les convoitises. Tout un système dont les CARIF OREF et donc le GIP ALFA Centre a été mis en place pour opacifier les financements de l'ensemble de la Formation Professionnelle. La question n'est donc pas : « A qui profite le crime » mais « A qui profite la Subvention ? Quelles collusions d'intérêts existent entre les organismes de formations professionnelles, l'Education Nationale, les Collectivités locales, les syndicats... ?

Notre conclusion est que la Formation Professionnelle initiale et continue est dévoyée. Nous y retrouvons des dysfonctionnements similaires à ceux de l'Education Nationale.

Les trois sont trop souvent utilisés comme un outil de traitement des problèmes sociaux pour les personnes en difficulté, et non comme un dispositif d'acquisition et de valorisation des compétences. Le constat est certes amer, mais la Formation professionnelle est devenue un dispositif de plus pour gérer l'échec de l'Education Nationale, voire les effets collatéraux de l'immigration et de la déstructuration de la société française voulue par l'UMPS et l'Europe.

C'est donc une fois de plus les PME et les salariés qui sortent perdants de ce système et par ricochet nos jeunes apprentis et autres bénéficiaires de la formation professionnelle. Les cotisations formations viennent augmenter l'insupportable pression fiscale dont nos PME sont victimes avec plus de 153 taxes et 62% de prélèvements obligatoires.

Quant à l'apprentissage, victime de la dépréciation du travail manuel, du prolongement de la scolarité, du millefeuille législatif, il est souvent perçu par l'entreprise comme une charge supplémentaire. Le choix du maître d'apprentissage, la revalorisation des métiers et le retour à une logique de liberté concernant un financement qui doit profiter aux Centres de Formation des Apprentis (CFA) constituent des axes de progrès.



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Le groupe Front National renouvelle son soutien sans faille à l'apprentissage mais exige que ce système soit tourné vers l'apprenant et son avenir et non vers d'autres intérêts.

Je vous remercie.